

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL CHAMPS ORNITHOGALE

3 bis route de Lacourtenourt
31150 Fenouillet

Références : VAT 20250266
Code AIOT : 0010014499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement SARL CHAMPS ORNITHOGALE implanté SAINT AMBROIX 18290 Saint-Ambroix. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CHAMPS ORNITHOGALE
- SAINT AMBROIX 18290 Saint-Ambroix
- Code AIOT : 0010014499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien "des champs ornithogale" est implanté sur la commune de Saint-Ambroix dans le Cher. D'une puissance totale maximale de 15 MW, il est composé de :

- 3 aérogénérateurs, identifiés E1 à E3, qui présentant les caractéristiques maximales suivantes :
 - puissance unitaire de 5 MW ;
 - hauteur de mât (en sommet de nacelle) de 109,6 m ;
 - diamètre de rotor de 150 m,
 - hauteur totale en bout de pale de 180 m ;
- un poste de livraison électrique et un local technique.

Le parc est autorisé par arrêté préfectoral du 22 octobre 2021 et a été mis en service le 25 mars 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
21	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4.2.2	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	intégrité technique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
3	mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
4	installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
5	balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
6	accès aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
7	prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
9	intérieur aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	tests arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	contrôles brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	Sans objet
12	contrôles visuels pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	Sans objet
14	registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
15	consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
16	moyens d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
17	extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
18	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4.2.2	Sans objet
19	Risques de collision avec l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4.2.2	Sans objet
20	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les chemins menant aux aérogénérateurs E2 et E3 étaient carrossables pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les abords des aérogénérateurs étaient entretenus.

Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : intégrité technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le document NORDEX attestant de la conformité à la norme 61-400 pour les machines NORDEX N149 installées sur le parc.</p> <p>Un bureau de contrôle (Bureau Veritas) est intervenu pour la vérification de la solidité des ouvrages des fondations des 3 machines - rapport de conformité RFCT du 6 juillet 23. Ce contrôle porte sur la réalisation des fondations et des ancrages avec 5 passages lors de la phase chantier.</p> <p>Conforme</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NFEN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.</p>

<p>Constats :</p> <p>Vu les rapports SOCOTEC H0290/25/939 du 27/01/2025 et H0290/25/1210 du 28/01/2025. Vu le document 1_E0004109668_13_CC01_EN_Technical-description avec référence à la norme 61-400</p> <p>Concernant les limites de prestations avec les éléments qui n'ont pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation, l'exploitant prévoit de faire venir SOCOTEC lors de ces maintenances pour les accès aux cellules consignées (tous les 2 ans). Cette programmation a été vue dans le programme des maintenances du poste de livraison.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence. <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les rapports SOCOTEC H0290/25/939 du 27/01/2025, H0290/25/1210 du 28/01/2025 et Bureau Veritas 350580177.1.R du 29/11/2023 qui attestent des conformités.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : balisage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Vu les balisages diurnes opérationnels sur l'ensemble des aérogénérateurs le jour de l'inspection. Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : accès aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'accès était fermé pour les aérogénérateurs visités (E2 et E3). Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : prescriptions tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats :

<p>Vu les consignes au niveau des accès aux aérogénérateurs E2 et E3 ainsi qu'au poste de livraison avec les mentions attendues.</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro lisible sur son mât.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : formation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>« La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le plan de prévention (PDP) WPO du 01/01/2025.</p> <p>Pour les intervenants exceptionnels, l'exploitant procède à la réalisation d'une fiche d'opération particulière. En signant le PDP, le responsable de la société atteste que les intervenants sont formés.</p> <p>Chaque intervenant atteste de la lecture du PDP électroniquement. Il est ensuite référencé nominativement dans la base de données de l'exploitant et son accès est ainsi autorisé lors de l'intervention sur site.</p> <p>Les formations sont complétées par des exercices dans lesquels les chargés de conduite sont impliqués.</p> <p>Pour le parc champs ornithogale, un exercice est prévu en 2025 avec la volonté d'associer le GRIMP (ce qui n'a pas été possible au printemps et donc reporté à l'automne).</p> <p>L'exercice sera adapté si le Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux (GRIMP) n'est pas disponible.</p> <p>En complément, au niveau national, un suivi global des exercices est réalisé. Le compte rendu des exercices est tracé et diffusé au service HSE et l'ensemble des chargés d'exploitation.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : intérieur aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Conforme pour les aérogénérateurs E2 et E3 visités lors de cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : tests arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Constats : Vu les rapports de maintenance Delta 4000 du 21/05/2024 et 15/02/2025 pour éolienne E1-92352. Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : contrôles brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats :

<p>Vu rapports de maintenance Delta 4000 du 21/05/2024 et 15/02/2025 pour éolienne E1-92352</p> <p>Vu rapports REPO_OPSR_WPO_STAM_2025_01(Inspection-Report) de janvier 2025 et TMS-Fr_STAM_Inspection Site_2025-05 de mai 2025 pour le contrôle visuel.</p> <p>Vu le document NORDEX avec le détail de mise en œuvre des contrôles sur les brides.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : contrôles visuels pales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu rapports REPO_OPSR_WPO_STAM_2025_01(Inspection-Report) de janvier 2025 et TMS-Fr_STAM_Inspection Site_2025-05 de mai 2025.</p> <p>Un contrôle annuel par drone réalisé par NORDEX.</p> <p>Les contrôles visuels WPO sont réalisées à l'aide de jumelles. Les défauts sont hiérarchisés par criticité.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : systèmes instrumentés de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Vu la liste des systèmes instrumentés de sécurité NDXFR_Service_ICPE_Système instrumentés de sécurité15-12-2020 Révision 01.</p> <p>Sur cette liste, les capteurs de balourds/vibrations ou les batteries permettant la mise en sécurité de l'installation en cas de perte d'alimentation ne sont pas présents. alors qu'ils permettent d'identifier des fonctionnements anormaux ou la mise en sécurité de l'installation.</p> <p>Concernant les "Sondes de température PT100" présentées comme système instrumenté de sécurité : l'exploitant indique qu'elles sont contrôlées à distance en continu via le monitoring Nordex. Un défaut du capteur mènerait à une perte de donnée et donc à un signal de type "Alert", l'exploitant en serait directement informé.</p> <p>En revanche, comme indiqué dans le tableau des SIS, <i>des tests fonctionnels sont réalisés tous les ans lors de la maintenance annuelle</i> ; lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter la réalisation de ces tests annuels.</p> <p>Constat : la liste de système instrumenté de sécurité présentée par l'exploitant n'est pas complète. L'exploitant n'a pas justifié la mise en œuvre des tests fonctionnels annuel sur certains systèmes instrumentés de sécurité (PT100, batteries)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 14 : registre de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éolien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu l'outil de suivi avec les dates de maintenance et d'alerte en cas de retard. Un registre par machine est disponible et partagé avec le maintenancier pour la programmation de la maintenance.</p> <p>De manière plus globale, le log book permet de tracer les différentes intervention sur la machine.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : Vu le document NORDEX Delt4000 avec les spécifications NORDEX N149 pour les limites de fonctionnement. T° et vent notamment. Vu les fiches "wiki" qui présentent les consignes de sécurité. Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : moyens d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none">- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats :

<p>L'organisation retenue par l'exploitant dans les fiches "wiki" (consignes de sécurité) permet de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur et de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté 2 numéros d'astreinte différents entre l'affichage sur les chemins d'accès et sur le poste de livraison. Lors de l'appel vers le numéro proposé sur le poste de livraison, il est apparu que l'interlocuteur qui a répondu représentait la société SOLVEO. L'autre numéro d'astreinte pointe vers la société WPO.</p> <p>L'exploitant doit s'interroger sur l'uniformisation des numéros d'astreinte afin de garantir le respect des délais de l'article 23.</p> <p>Conforme</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu la présence en pied d'aérogénérateurs E2 et E3.</p> <p>Conforme</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases d'arrêt des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle au niveau d'au moins un des aérogénérateurs du parc :</p>

<p>1/ du 1^e avril au 9 avril inclus</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de vitesse de vent inférieure à 3 m/s ; - et quelle que soit la température ; - pendant toute la nuit ; - le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.
<p>Constats :</p> <p>Vu le bridage effectif sur l'enregistrement des données du parc pour les nuits du 3 avril et des 1 et 2 juin 2025.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Risques de collision avec l'avifaune

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection biodiversité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour prévenir les risques de collision avec l'avifaune, l'exploitant met en place un système de vidéosurveillance, installé sur l'éolienne E2, qui permet de détecter la présence d'oiseaux en période diurne. Ce système est associé à un dispositif d'effarouchement acoustique destiné à dissuader les oiseaux de s'approcher des machines du parc éolien. En cas de persistance de la présence d'oiseaux, le dispositif entraîne l'arrêt des trois machines jusqu'à l'éloignement des oiseaux.</p> <p>Les enregistrements de la vidéosurveillance font l'objet d'une analyse quotidienne qui peut conduire l'exploitant à engager des mesures correctives supplémentaires afin de réduire le risque de collision avec l'avifaune.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les arrêts ponctuels enregistrés en 2025 suite à la détection d'oiseaux.</p> <p>En cas de défaillance des caméras ou des systèmes d'effarouchement, les aérogénérateurs sont mis à l'arrêt. Des alertes sur ces défaillances sont intégrées au SCADA pour être remontées aux équipes.</p> <p>Après une année de fonctionnement, une mise à jour a permis d'améliorer l'efficacité.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection biodiversité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>d) L'exploitant met en place, dès la mise en service industrielle du parc, un suivi environnemental, comprenant le suivi de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères selon les modalités du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministère en charge de l'environnement.</p> <p>Le suivi de mortalité des chiroptères a notamment pour objectif d'évaluer l'efficacité et la pertinence du bridage (avec redéfinition éventuelle des modalités initiales de bridage). Ces études sont conduites par une personne ou un organisme qualifié. Le rapport de suivi environnemental contient en outre les écarts de ces résultats par rapport aux analyses précédentes ainsi que, le cas échéant, des propositions de mesures correctives. Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre du suivi considéré.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le devis du bureau d'études EXEN pour mise en œuvre du contrôle environnemental sur la saison 2024-2025 signé le 15/05/2024. Le suivi se termine mi-juin 2025.</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection biodiversité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) L'exploitant établit la procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées ou d'une mortalité massive de chauves-souris prévoyant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la démarche à appliquer pour récupérer et transporter les cadavres ; - l'analyse des causes de la mortalité ; - l'information de l'inspection des installations classées. <p>Cette procédure est communiquée au personnel intervenant sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu la fiche "wiki" qui prévoit de prévenir le BE et DREAL/BARPI. En revanche, cette procédure n'est pas communiquée au personnel intervenant sur site.</p> <p>Constat : la procédure en cas de découverte de cadavre d'espèces protégées n'est pas directement communiquée aux intervenants sur site.</p> <p>Aussi, lors de l'inspection, un cadavre de chiroptère a été retrouvé au pied de l'aérogénérateur E3. L'exploitant transmettra l'analyse des causes de la mortalité à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours